Gouvernance d’entreprise

La Poste attache une grande importance à la gouvernance d’entreprise et applique depuis plusieurs années le Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d’entreprise d’economiesuisse. Elle structure en outre son rapport de gestion conformément à la directive SWX applicable aux entreprises cotées en bourse.

Structure du groupe et actionnariat

Forme juridique et propriété

Depuis le 26 juin 2013, la Poste présente une structure de société holding. En tant que holding, La Poste Suisse SA est certes toujours une entreprise autonome de droit public propriété de la seule Confédération, mais revêt désormais la forme non plus d'un établissement, mais d'une société anonyme de droit public. Depuis cette date, les activités postales sont exercées au sein de Poste CH SA et les activités bancaires au sein de PostFinance SA. L'organigramme de la page 11 présente les unités d'organisation du groupe et le chapitre «Périmètre de consolidation», à la page 128 du rapport financier, l'ensemble de ses participations.

Pilotage par la Confédération

La Confédération pilote la Poste en lui assignant des objectifs stratégiques, dont elle contrôle la réalisation sur la base d'un rapport annuel destiné au propriétaire et de rapports sur le personnel (loi sur le personnel de la Confédération et ordonnance sur les salaires des cadres). Voir aussi la politique d'information à la page 59.

Comptes réglementaires

Selon l'article 19 chiffre 2 de la loi sur la poste du 17 décembre 2010, la Poste est tenue de présenter sa comptabilité de telle façon que les coûts et le produit de chaque prestation puissent être attestés. L'ordonnance sur la poste du 29 août 2012 concrétise ces prescriptions et réglemente le calcul des coûts nets découlant de l'obligation de fournir le service universel.

Les coûts nets sont déterminés en comparant le résultat hypothétique que réaliserait la Poste en l'absence de cette obligation et le résultat effectivement réalisé. Ils correspondent à la différence entre les coûts qui seraient évités et les recettes qui ne seraient pas générées si le service universel n'était pas fourni. Les coûts nets de l'exercice sous revue seront publiés dans une annexe au rapport financier après leur approbation par la PostCom dans le courant du deuxième trimestre 2014. Ils pourront être consultés à l'adresse www.poste.ch/rapportdegestion.

La Poste peut compenser les coûts nets de l'exercice précédent entre les segments et les sociétés du groupe (compensation des coûts nets). Avec la compensation des coûts nets, la Poste répartit la charge du service universel entre les services et les segments qui sont le mieux à même de la supporter. La compensation des coûts nets n'a certes pas d'incidence sur le résultat financier du groupe, mais se répercute par contre sur les résultats des segments PostFinance, PostLogistics, PostMail et Réseau postal et vente.

L'entreprise de révision KPMG SA contrôle chaque année à l'intention de la PostCom le calcul des coûts nets, la compensation desdits coûts, la présentation des comptes ainsi que le respect de l'interdiction de subventionnement croisé.

RAPPORT DE SITUATION
6 Activités
11 Organisation
12 Stratégie du groupe
20 Gestion financière
22 Evolution de l'activité
40 Rapport sur les risques
45 Perspectives

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE
48 Structure du groupe et actionnariat
48 Comptes réglementaires
49 Structure du capital
49 Conseil d'administration
54 Direction du groupe
57 Indemnités
59 Organe de révision
59 Politique d'information

COMPTES ANNUELS
61 Groupe
137 La Poste Suisse SA
145 PostFinance SA

Structure du capital

Les fonds propres consolidés de la Poste comprennent le capital-actions entièrement libéré de 1,3 milliard de francs, ainsi que les réserves issues du capital et de bénéfices de 4,3 milliards. A la clôture de l'exercice, les fonds de tiers s'élevaient à quelque 1,7 milliard de francs.

En 2013, 100 millions de francs provenant du bénéfice de l'exercice 2012 ont été versés à la Caisse de pensions Poste (2012: 100 millions) et 200 millions distribués à la Confédération, à titre de dividende (2012: 200 millions). Le solde a été retenu afin d'accroître les fonds propres; à la clôture de l'exercice, ceux-ci s'élevaient à 5,6 milliards de francs (2012: 3,1 milliards).

Conseil d'administration

Composition

Au 31 décembre 2013, le Conseil d'administration de La Poste Suisse SA était composé de neuf membres, élus par le Conseil fédéral pour une période de deux ans. Le Conseil d'administration veille à la mise en œuvre des objectifs stratégiques, établit un rapport sur leur réalisation à l'intention du Conseil fédéral et lui fournit les informations nécessaires au contrôle. Il a par ailleurs tous les droits et obligations prévus par le droit de la société anonyme (code des obligations).

Aucun des membres du Conseil d'administration n'entretient de relations d'affaires avec la Poste ou ses sociétés, ni n'a assumé de fonction dirigeante au sein de la maison mère ou de l'une des sociétés du groupe au cours des quatre dernières années. Conformément à la loi sur l'organisation de la Poste, le personnel a le droit d'être représenté de manière appropriée au sein du Conseil d'administration. En 2013, les représentants du personnel étaient, comme lors de l'exercice précédent, Susanne Blank et Michel Gobet.

Peter Hasler

Président du Conseil d'administration, né en 1946, Suisse, depuis 2010, dr en droit
Comités: Organisation, Nomination & Remuneration; Audit, Risk & Compliance; Investment, Mergers & Acquisitions.
Parcours professionnel: mandats dans des conseils d'administration (CA) et des fondations; membre de plusieurs commissions fédérales; vice-président de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (Suva); directeur de l'Union patronale suisse; directeur de l'Association patronale suisse de l'industrie des machines (ASM); secrétaire de l'ASM; juriste et assistant du président du CA de Flug- und Fahrzeugwerke Altenrhein AG (FFA); adjoint auprès de l'autorité tutélaire de Zurich.
Principaux mandats: conseil de l'Hôpital universitaire de Zurich (président); Caisse suisse de voyage Reka (président de la coopérative); SIZ AG, Schweizerisches Informatik-Zertifikat (vice-président du CA).

Dominique Freymond

Membre du Conseil d'administration, vice-président, né en 1954, Suisse, depuis 2002, lic. sc. nat.
Comités: Organisation, Nomination & Remuneration (président).
Parcours professionnel: management & advisory services mas AG (associé-propriétaire); groupe TKS-Teknosoft SA (CEO); Unisys Europe centrale (vice-président et directeur général Suisse); canton de Vaud (Chancelier d'Etat); Unisys Suisse et Autriche (membre de la direction et responsable du service à la clientèle); IBM Suisse et IBM Europe (divers postes dans la vente, le marketing et la gestion).
Principaux mandats: Corti AG (membre du CA); mas AG et mas investments ltd (membre du CA); SolvAxis SA (président du CA); Reliva AG (membre du CA); Institut suisse des administrateurs isade (vice-président).

Andreas Schläpfer | Nicola Thibaudeau | Philippe Milliet | Marco Durrer | Susanne Blank | Dominique Freymond | Adriano P. Vassalli | Peter Hasler | Kerstin Büchel | Michel Gobet

Andreas Schläpfer

Membre du Conseil d'administration, vice-président, né en 1947, Suisse, depuis 2009,
lic. sc. éc. de la Haute école de Saint-Gall (HSG)
Comités: Investment, Mergers & Acquisitions (président).
Parcours professionnel: Nestlé (directeur général France, Russie, Thaïlande/Indochine et Zimbabwe, Global Business Head/Senior Vice President des aliments pour enfants); International Trade Centre UNCTAD/GATT (conseiller en marketing).
Principaux mandats: aucun.

Nicola Thibaudeau

Membre du Conseil d'administration, née en 1960, Suisse et Canadienne, depuis 2006,
dipl. ing. méc. de l'Ecole Polytechnique de Montréal
Comités: Investment, Mergers & Acquisitions.
Parcours professionnel: MPS Micro Precision Systems SA (CEO, déléguée du CA); conseillère indépendante; Mecanex SA (propriétaire, CEO); Cicorel SA (directrice); IBM Canada (collaboratrice scientifique).
Principaux mandats: CSS Assurance-maladie SA (membre du CA); CSS Fondation du personnel (membre); MPS Micro Precision Systems SA (déléguée du CA); MPS Décolletage SA, à Court (présidente du CA); SLS-TT AG, Institut Paul Scherrer, à Würenlingen (membre); MPS Precimed SA, à Corgémont (présidente du CA); Conseil de l'Université de Neuchâtel (membre).

Susanne Blank

Membre du Conseil d'administration, représentante du personnel, née en 1972, Suisse, depuis 2008,
lic. sc. pol.
Comités: Audit, Risk & Compliance.
Parcours professionnel: seco, Secrétariat d'Etat à l'économie, rédactrice en chef à La Vie économique; Travail.Suisse, organisation faîtière des travailleurs (responsable Politique économique et membre de la direction); Office fédéral de la statistique (révision de l'indice suisse des prix à la consommation).
Principaux mandats: Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents Suva (membre du CA); ewb, Energie Wasser Bern (membre du CA).

RAPPORT DE SITUATION
6 Activités
11 Organisation
12 Stratégie du groupe
20 Gestion financière
22 Evolution de l'activité
40 Rapport sur les risques
45 Perspectives

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE
48 Structure du groupe et actionnariat
48 Comptes réglementaires
49 Structure du capital
49 Conseil d'administration
54 Direction du groupe
57 Indemnités
59 Organe de révision
59 Politique d'information

COMPTES ANNUELS
61 Groupe
137 La Poste Suisse SA
145 PostFinance SA

Marco Durrer

Membre du Conseil d'administration, né en 1952, Suisse, depuis 2009, dr ès sc. pol. (Relations internationales), MALD, The Fletcher School, Tufts University, Etats-Unis

Comités: Organisation, Nomination & Remuneration.

Parcours professionnel: mandats dans des conseils d'administration; Valiant Banque Privée SA, Berne (CEO et membre de la direction du groupe Valiant Holding SA); Lombard, Odier, Darier, Hentsch & Cie, Genève/Zurich (Group Management, responsable de succursale Zurich); Deutsche Bank (Suisse) SA, Genève (responsable Sales and Trading); Credit Suisse Lausanne/New York/Zurich (assistant de Josef Ackermann/Investment Banking).

Principaux mandats: PostFinance SA (vice-président du CA); Picard Angst Asset Management SA (vice-président du CA); Piguet Galland & Cie SA (membre du CA); DGM Immobilien AG (président du CA); COMUNUS SICAV, Montreux (vice-président du CA).

Adriano P. Vassalli

Membre du Conseil d'administration, né en 1954, Suisse, depuis 2010, expert économiste diplômé

Comités: Audit, Risk & Compliance (président).

Parcours professionnel: Studio di consulenza e di revisione (fondateur et propriétaire); Arthur Andersen (fondateur et responsable des filiales de Lugano et de Berne, partenaire international); Revisuisse SA (réviseur et consultant à Berne, fondateur de la filiale de Lugano).

Principaux mandats: PostFinance SA (membre du CA); Istituto di previdenza del Cantone Ticino (membre du CA); Croix-Rouge suisse (membre du Comité exécutif de la Conférence des associations cantonales de la Croix-Rouge); Croix-Rouge suisse, section de Lugano (président).

Philippe Milliet

Membre du Conseil d'administration, né en 1963, Suisse, depuis 2010, diplômé en pharmacie de l'Université de Lausanne, MBA, Ecole des Hautes Etudes Commerciales de l'Université de Lausanne

Comités: Investment, Mergers & Acquisitions.

Parcours professionnel: Bobst Group (membre du Comité de direction, responsable Business Unit Sheet-Fed); Galenica SA (responsable DG Santé, membre de la DG du groupe); Unicible (CEO); Galenica SA (responsable centres de distribution, responsable opérations et CEO de Galexis SA); Pharmatic SA (analyste/programmeur et responsable de projet); McKinsey (associé, Engagement Manager); Galenica Holding SA (analyste/programmeur et assistant du président de la DG).

Principaux mandats: aucun.

Michel Gobet

Membre du Conseil d'administration, représentant du personnel, né en 1954, Suisse, depuis 2010, lic. phil. hist.

Comités: Organisation, Nomination & Remuneration.

Parcours professionnel: Syndicat de la Communication (secrétaire central); Union PTT (secrétaire central et secrétaire général suppléant); Service archéologique cantonal de Fribourg (direction de chantiers).

Principaux mandats: Swisscom (Suisse) SA (membre du CA); UNI Global Union (trésorier, membre du World Executive Committee et de l'European ICTS Steering Committee); gdz (membre du CA).

Après mention du président et du vice-président du Conseil d'administration, l'énumération correspond à l'ordre chronologique de l'entrée en fonction.

Kerstin Büchel

Secrétaire générale, née en 1970, Suisse, Allemande et Suédoise, en fonction depuis 2009, lic. sc. pol.

Parcours professionnel: Valiant Banque Privée SA (responsable Développement du marché et service des ventes); UBS SA Suisse, Bâle et Zurich, et UBS SA Italie, Rome (Junior Key People, Product Management, conseil clientèle, Events, Business Development & Strategic Marketing, Asset and Liability Management, International Client Reporting).

Principaux mandats: aucun.

Changements survenus durant l'exercice sous revue

Nicola Thibaudeau, en fonction depuis juin 2006, a quitté le Conseil d'administration à la fin de l'exercice sous revue, pour des raisons professionnelles.

Gestion uniforme

Le Conseil d'administration répond de la gestion uniforme de la Poste et des sociétés du groupe devant le Conseil fédéral. La société holding représente le propriétaire vis-à-vis de l'ensemble du groupe et répond de l'exécution des obligations relevant du service universel. Elle a le droit de faire appel aux sociétés du groupe pour remplir ces obligations.

Rôle et méthode de travail du Conseil d'administration

Dans le cadre des objectifs stratégiques du Conseil fédéral, le Conseil d'administration assure la haute direction et la haute surveillance des personnes chargées de la conduite des affaires. De plus, il définit la politique de l'entreprise, y compris sa politique commerciale, et fixe les objectifs à moyen et à long termes du groupe, de même que les moyens nécessaires à leur réalisation. Il approuve entre autres la structure de base du groupe, les mandats des membres du Conseil d'administration du groupe PostFinance, le système de prix à l'intention du Conseil fédéral, les normes de présentation des comptes, le budget, les rapports établis à l'intention du propriétaire, de l'OFCOM et de la PostCom, ainsi que les grands projets et les projets stratégiques. Enfin, il élit les membres de la Direction du groupe, approuve leur salaire et valide les conventions collectives de travail. En 2013, le Conseil d'administration s'est réuni à onze reprises au total. La directrice générale et le responsable Finances participent à ses séances, avec voix consultative.

Une limite d'âge de 70 ans a été établie pour tous les membres du Conseil d'administration, qui ne peuvent en outre exercer leur mandat pendant plus de douze ans. Trois comités permanents remplissent des fonctions de conseil et, dans une mesure limitée, de décision. Leurs membres sont désignés par le Conseil d'administration. Enfin, le Conseil d'administration peut à tout moment constituer des comités temporaires pour traiter de dossiers particuliers. Aucune représentation réciproque au sein des conseils d'administration n'existe entre la Poste et d'autres entreprises.

Le président du Conseil d'administration entretient les bonnes relations avec le propriétaire et coordonne les affaires d'ordre supérieur, en particulier avec son homologue du Conseil d'administration de PostFinance SA. Il dirige les séances du Conseil d'administration et le représente à l'extérieur.

Comité Audit, Risk & Compliance

Composé de trois membres, le comité Audit, Risk & Compliance assiste le Conseil d'administration, notamment pour l'examen de la comptabilité, du rapport financier et de la gestion des risques. Il est responsable de la création et du développement de structures de surveillance internes appropriées et veille au respect des dispositions légales. Il évalue en outre régulièrement la gestion des risques de la Poste et approuve le rapport semestriel. Enfin, il étudie les observations et les recommandations de l'Audit de groupe et de l'organe de révision externe et soumet si nécessaire des propositions en la matière au Conseil d'administration. En 2013, le comité a tenu huit séances, auxquelles ont participé la directrice générale, le responsable Finances et la responsable Audit de groupe. En sus des questions ci-dessus, il a traité des grands thèmes suivants: le rapport positif de BDO – qui avait procédé à une évaluation indépendante de l'unité Audit de groupe de la Poste, les risques qualitatifs et quantitatifs auxquels le groupe est exposé, le processus de notation et la Caisse de pensions Poste.

Comité Organisation, Nomination & Remuneration

En 2013, le comité Organisation, Nomination & Remuneration s'est réuni à sept reprises. Il remplit une fonction de conseil préalable auprès du Conseil d'administration dans son ensemble en matière de nomination et de révocation des membres de la Direction du groupe ainsi que de fixation de leur rémunération. Il est également chargé d'émettre une recommandation quant à la définition du mandat de négociation salariale annuelle avec les associations du personnel. En 2013, en sus des questions

RAPPORT DE SITUATION
6 Activités
11 Organisation
12 Stratégie du groupe
20 Gestion financière
22 Evolution de l'activité
40 Rapport sur les risques
45 Perspectives

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE
48 Structure du groupe et actionnariat
48 Comptes réglementaires
49 Structure du capital
49 Conseil d'administration
54 Direction du groupe
57 Indemnités
59 Organe de révision
59 Politique d'information

COMPTES ANNUELS
61 Groupe
137 La Poste Suisse SA
145 PostFinance SA

ci-dessus, le comité a traité des grands thèmes suivants: la nouvelle convention collective de travail, la gestion des conflits d'intérêts potentiels, la gestion des talents et la planification de la relève, la conduite et la culture d'entreprise au sein du groupe Poste, l'optimisation du système des objectifs annuels, le règlement d'organisation à la lumière de la nouvelle forme juridique, la planification de la relève au niveau de la Direction du groupe et du Conseil d'administration et, enfin, la Caisse de pensions Poste.

Comité Investment, Mergers & Acquisitions

Le comité Investment, Mergers & Acquisitions s'occupe de la stratégie en matière de fusions et d'acquisitions ainsi que des différentes alliances stratégiques. Il identifie et examine les opportunités en matière de participations, fusions et acquisitions ainsi que d'investissements et alliances. Il accompagne la création, la liquidation et la vente de sociétés du groupe, de sociétés associées et de participations. En 2013, le comité s'est réuni à cinq reprises. Il a traité, dans le cadre des compétences présentées ci-dessus, de projets à long terme novateurs et tournés vers l'avenir, en particulier des perspectives numériques de la Poste.

Comité PostFinance

Le 27 novembre 2012, le Conseil d'administration a décidé de déléguer le traitement des dossiers concernant PostFinance aux comités Audit et Risk de cette dernière. Le Comité PostFinance a ensuite été formellement dissous le 30 juin 2013. Il n'a tenu aucune séance durant l'exercice sous revue.

Depuis la transformation de la Poste, le Conseil d'administration de PostFinance SA agit en tant qu'organe indépendant, dans le respect des conditions-cadres légales et des directives du propriétaire et du Conseil d'administration de la Poste.

Instruments d'information et de contrôle

Rapports

Le Conseil d'administration reçoit de l'unité Controlling des rapports mensuels sur la situation financière du groupe et des différentes unités opérationnelles par rapport à l'exercice précédent. Ces rapports comprennent également des budgets, des valeurs prévisionnelles et des indicateurs sur les marchés ainsi que sur le personnel et les innovations.

Par ailleurs, le Conseil d'administration reçoit chaque trimestre des rapports sur les finances et le controlling des projets et est informé par le comité Audit, Risk & Compliance du respect du budget, de la planification financière stratégique et des directives stratégiques du Conseil fédéral. Il reçoit aussi les procès-verbaux des séances de la Direction du groupe, ainsi que les rapports semestriels de la gestion des risques (voir page 119), de la trésorerie, de la communication et de l'Audit de groupe. Lors de chaque séance du Conseil d'administration, la directrice générale et le responsable Finances dressent un tableau de la situation de l'entreprise.

Système de contrôle interne des processus financiers

La Poste dispose d'un système de contrôle interne (SCI) qui lui permet d'identifier et d'évaluer précocement les processus financiers ainsi que les risques liés à la tenue et à la présentation des comptes et de les couvrir par des contrôles clés appropriés. Le Conseil d'administration et la Direction du groupe reçoivent une fois par an un rapport sur l'état de développement du SCI.

Audit de groupe

L'unité Audit de groupe rend compte en permanence de ses activités au comité Audit, Risk & Compliance et annuellement au Conseil d'administration dans son ensemble. Les membres du comité précité et l'organe de révision externe reçoivent tous les rapports de révision. L'unité Audit de groupe respecte les normes internationales, notamment les principes relatifs à l'intégrité, à l'objectivité, à la confidentialité, aux compétences professionnelles et à l'assurance qualité. Subordonnée au président du Conseil d'administration, elle est indépendante de la Direction du groupe, responsable de la gestion opérationnelle.

Direction du groupe

Composition

Les sept membres de la Direction du groupe et la directrice générale sont nommés par le Conseil d'administration. Ils sont chargés de la gestion opérationnelle des unités d'organisation dont ils sont responsables. La directrice générale représente la Direction du groupe devant le Conseil d'administration.

Le président de la direction de PostFinance SA participe aux réunions de la Direction du groupe afin de garantir la coordination des thèmes communs.

Il n'existe aucun contrat de gestion avec des sociétés ou des personnes physiques en dehors du groupe.

Franz Huber | Yves-André Jeandupeux | Pascal Koradi | Frank Marthaler | Susanne Ruoff | Daniel Landolf | Ulrich Hurni | Hansruedi Köng | Dieter Bambauer

RAPPORT DE SITUATION
6 Activités
11 Organisation
12 Stratégie du groupe
20 Gestion financière
22 Evolution de l'activité
40 Rapport sur les risques
45 Perspectives

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE
48 Structure du groupe et actionnariat
48 Comptes réglementaires
49 Structure du capital
49 Conseil d'administration
54 Direction du groupe
57 Indemnités
59 Organe de révision
59 Politique d'information

COMPTES ANNUELS
61 Groupe
137 La Poste Suisse SA
145 PostFinance SA

Susanne Ruoff

Directrice générale, née en 1958, Suisse, depuis 2012, dipl. en économie de l'Université de Fribourg, Executive MBA

Parcours professionnel: La Poste Suisse (directrice générale); British Telecom Switzerland (CEO BT Switzerland Ltd); IBM Suisse (membre de la direction Global Technology Services); IBM Suisse (responsable Public Sector); plusieurs fonctions de direction dans les domaines des prestations de services, du marketing et de la vente. Mandats précédents dans des conseils d'administration (CA) ou des conseils de fondation: Geberit; Bedag; Caisse de pension IBM; Industrial Advisory Board du Département Informatique de l'EPF de Zurich.

Principaux mandats: PostFinance SA (membre du CA).

Ulrich Hurni

Responsable PostMail, suppléant de la directrice générale, né en 1958, Suisse, depuis 2009, employé de commerce et secrétaire d'exploitation à la Poste, EMBA de l'Université de Zurich

Parcours professionnel: La Poste Suisse (PostMail: responsable suppl., puis responsable; Swiss Post International: directeur; Télécom: contrôleur de gestion/projet; PostFinance: développement de systèmes informatiques).

Principaux mandats: Asendia Holding SA (président du CA); TNT SwissPost SA (membre du CA); search.ch SA (membre du CA).

Daniel Landolf

Responsable CarPostal, né en 1959, Suisse, depuis 2001, Bachelor of Science (B. Sc.), économiste d'entreprise

Parcours professionnel: La Poste Suisse (directeur adjoint Services des automobiles, responsable Développement d'entreprise CarPostal, directeur suppl. CarPostal, directeur CarPostal, responsable CarPostal/CarPostal Suisse SA); DG des PTT (services Economie d'entreprise, Marketing central/stratégies et analyses); Credit Suisse SA (négoce de devises, trafic des paiements international).

Principaux mandats: CarPostal Suisse SA (président du CA); Caisse suisse de voyage Reka (membre du CA); Union des transports publics (membre du comité et du comité directeur); service d'information pour les transports publics Litra (membre du comité et du comité directeur); Sensetalbahn AG (vice-président du CA).

Yves-André Jeandupeux

Responsable Personnel, né en 1958, Suisse, depuis 2005, lic. sc. soc. et pol. et psychologie ment. de l'Université de Lausanne

Parcours professionnel: La Poste Suisse (responsable Personnel); SKYGUIDE (responsable du personnel); CC&T SA, cabinet de conseil en entreprise (partenaire associé, responsable de la gestion des compétences); canton de Neuchâtel (responsable du personnel); Posalux SA, fabrique de machines-outils (responsable du personnel); GastroSuisse, Lausanne (responsable du bureau de la Suisse romande); orientation professionnelle, canton du Jura (conseiller en orientation professionnelle).

Principaux mandats: Caisse de pensions Poste (vice-président du Conseil de fondation); Pensimo Management AG (membre du CA).

Frank Marthaler

Responsable Swiss Post Solutions, né en 1964, Suisse, depuis 2007, lic. sc. éc. de la Haute école de Saint-Gall (HSG), économiste d'entreprise

Parcours professionnel: La Poste Suisse (responsable Gestion des clients stratégiques, responsable Clients stratégiques et solutions); EDS (directeur vente et marketing); IBM (Sales Executive, Key Account Manager).

Principaux mandats: MEILLERGHP GmbH, Schwandorf, Allemagne (membre du comité des associés); Asendia Holding SA (membre du CA).

Dieter Bambauer

Responsable PostLogistics, né en 1958, Suisse et Allemand, depuis 2009, dr sc. éc. WWU, JLU
Parcours professionnel: La Poste Suisse (responsable PostLogistics); Hangartner AG (CEO); Schenker Suisse SA (CEO); Deutsche Bahn AG (EVP Freight Logistics); Kühne + Nagel Management AG (membre de la direction); MD Papier (membre de la direction, logistique, informatique); AGRAVIS (responsable du secteur Logistique); Dr. Waldmann & Partner (consultant).
Principaux mandats: Asendia Holding SA (membre du CA); TNT SwissPost SA (président du CA); Université de Saint-Gall HSG (membre du comité directeur de la chaire de gestion logistique).

Pascal Koradi

Responsable Finances, né en 1972, Suisse, depuis le 1er mars 2012, lic. éc. publ. de l'Université de Zurich, Chartered Financial Analyst (CFA)
Parcours professionnel: La Poste Suisse (responsable Finances); Neue Aargauer Bank AG (NAB) (responsable commercial, directeur financier/membre de la direction); Credit Suisse Royaume-Uni, Londres (projet de restructuration dans le domaine du «banking onshore»); Neue Aargauer Bank AG (NAB) (collaborateur Controlling, responsable Trésorerie).
Principaux mandats: PostFinance SA (membre du CA); Swiss Post Insurance AG (président du CA); Liechtensteinische Post AG (membre du CA); Caisse de pensions Poste (membre du Conseil de fondation).

Franz Huber

Responsable Réseau postal et vente, né en 1951, Suisse, depuis le 6 juillet 2013, secrétaire d'exploitation, dipl. féd. de commerce, formation en gestion de vente à l'Université de Saint-Gall
Parcours professionnel: La Poste Suisse (responsable Réseau postal et vente, responsable Vente, responsable Développement de la structure et du réseau, responsable Développement d'entreprise, chef de projet Ymago, responsable région Nord-Est à Zurich, responsable Clientèle privée Est/Sud à Zurich, responsable région de vente Wil (SG) auprès de Réseau postal et vente, chef du personnel de la Direction d'arrondissement postal de Saint-Gall, responsable Office des ambulants à Saint-Gall).
Principaux mandats: aucun.

Après mention de la directrice générale et du suppléant de celle-ci, l'énumération correspond à l'ordre chronologique de l'entrée en fonction.

Changements survenus durant l'exercice sous revue

En juillet, Patrick Salamin, responsable de Réseau postal et vente, a quitté la Poste. Son siège a été repris par Franz Huber. Le président de la direction de PostFinance SA participe aux réunions de la Direction du groupe afin de garantir la coordination des thèmes communs.

RAPPORT DE SITUATION
6 Activités
11 Organisation
12 Stratégie du groupe
20 Gestion financière
22 Evolution de l'activité
40 Rapport sur les risques
45 Perspectives

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE
48 Structure du groupe et actionnariat
48 Comptes réglementaires
49 Structure du capital
49 Conseil d'administration
54 Direction du groupe
57 Indemnités
59 Organe de révision
59 Politique d'information

COMPTES ANNUELS
61 Groupe
137 La Poste Suisse SA
145 PostFinance SA

Indemnités

Politique

Pour fixer le montant des indemnités de la Direction du groupe, le Conseil d'administration tient compte du risque encouru par l'entreprise, de la taille du domaine de responsabilité du membre concerné ainsi que de l'ordonnance sur les salaires des cadres de la Confédération. Les honoraires des membres du Conseil d'administration sont fixés par le Conseil fédéral.

Fixation des indemnités

La rémunération des membres de la Direction du groupe se compose d'un salaire de base fixe et d'une part variable liée à la prestation pouvant atteindre au maximum 45% du salaire de base annuel brut (55% pour la directrice générale). Cette part variable dépend de la prestation individuelle (pondération: 20%) ainsi que d'indicateurs liés au groupe (40%) et à l'unité du groupe (40%) concernée. Elle peut cependant être réduite en présence d'une composante de malus dans la réalisation des objectifs. Au niveau du groupe, la part variable est calculée en fonction de la création de valeur de l'exercice (pondération: 28%) et de la part de clients très satisfaits (12%) et, au niveau de l'unité du groupe, à partir de paramètres qualitatifs (20%) et d'indicateurs financiers (20%), tels que l'EBIT, ou, pour PostFinance SA, le rendement des fonds propres. Un tiers de la part variable est versée de manière différée sur une période de trois ans.

Les membres de la Direction du groupe ont droit à un abonnement général en 1re classe, à un véhicule de fonction, à un téléphone mobile et à une indemnité forfaitaire mensuelle pour frais. La Poste paie aussi les primes d'assurance risque. Enfin, en cas de contribution personnelle exceptionnelle, une prime de performance individuelle peut être versée.

Aucun membre de la Direction du groupe ni aucune personne proche n'a bénéficié d'autres honoraires, rémunérations, garanties, avances, crédits, prêts ou prestations en nature.

Le salaire de base et la part variable liée à la prestation des membres de la Direction du groupe sont assurés comme suit: jusqu'au montant maximal possible de 336 960 francs auprès de la Caisse de pensions Poste (primauté des cotisations); pour les revenus supérieurs à ce montant, par le biais d'une assurance pour cadres (primauté des cotisations). L'employeur participe pour plus de la moitié aux cotisations de la prévoyance professionnelle. Les contrats de travail se fondent sur le Code des obligations. Depuis le 1er juillet 2010, le préavis de congé des membres de la Direction du groupe est de six mois. Pour les membres entrés en fonction avant cette date, l'ancien délai de douze mois s'applique toujours. Il n'existe aucune convention prévoyant le versement d'éventuelles indemnités de départ.

Montant des indemnités

Conseil d'administration

Le Conseil fédéral fixe le montant des indemnités versées aux neuf membres du Conseil d'administration. En 2013, ceux-ci ont été rémunérés à hauteur de 1 045 800 francs au total (honoraires et prestations annexes). Incluses dans ces indemnités totales, les prestations annexes se sont chiffrées à 260 800 francs. Les honoraires du président du Conseil d'administration ont atteint en 2013 225 000 francs. En outre, des prestations annexes lui ont été versées pour un montant de 27 000 francs.

Direction du groupe

Les sept membres de la Direction du groupe et la directrice générale ont été rémunérés à hauteur de 4 261 701 francs au total (salaires de base, prestations annexes, parts liées à la prestation et indemnités de départ) en 2013. Incluses dans cette rémunération totale, les prestations annexes se sont chiffrées à 309 709 francs. Les parts liées à la prestation effectivement payables en 2014 – qui dépendent de la réalisation des objectifs 2012 et 2013 – se chiffrent à 921 992 francs au total.

Le salaire de base de la directrice générale s'est monté à 530 000 francs, auxquels s'ajoute la part liée à la prestation de 189 475 francs.

Indemnités 2013, CHF	Somme	Moyenne
Président du Conseil d'administration		
Honoraires	225 000	
Prestations annexes		
Indemnités forfaitaires pour frais et pour représentation	22 500	
Abonnement général 1re classe	4 500	
Indemnités totales	**252 000**	
Autres membres du Conseil d'administration (8)		
Honoraires	560 000	70 000
Prestations annexes		
Indemnités forfaitaires pour frais et pour représentation	60 100	7 513
Autres prestations annexes	173 700	21 713
Indemnités totales	**793 800**	**99 226**
Total Conseil d'administration (9)		
Honoraires	785 000	
Prestations annexes	260 800	
Indemnités totales	**1 045 800**	
Directrice générale		
Salaire de base fixe	530 000	
Part liée à la prestation (payable en 2014)	189 475	
Prestations annexes		
Indemnités forfaitaires pour frais et pour représentation	30 000	
Autres prestations annexes [1]	17 257	
Autres paiements [2]	0	
Rémunération totale	**766 732**	
Autres membres de la Direction du groupe (7)		
Salaires de base fixes	2 500 000	357 143
Parts liées à la prestation (payables en 2014)	732 517	104 645
Prestations annexes		
Indemnités forfaitaires pour frais et pour représentation	126 400	18 057
Autres prestations annexes [1]	136 052	19 436
Autres paiements [2]	0	0
Rémunération totale	**3 494 969**	**499 281**
Total Direction du groupe (8)		
Salaires de base et parts liées à la prestation	3 951 992	
Prestations annexes	309 709	
Rémunération totale	**4 261 701**	

1 Les autres prestations annexes comprennent: abonnement général 1re classe, véhicule de fonction, téléphone mobile et primes d'assurance risque.
2 Il n'existe aucune convention prévoyant le versement d'éventuelles indemnités de départ.

RAPPORT DE SITUATION
6 Activités
11 Organisation
12 Stratégie du groupe
20 Gestion financière
22 Evolution de l'activité
40 Rapport sur les risques
45 Perspectives

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE
48 Structure du groupe et actionnariat
48 Comptes réglementaires
49 Structure du capital
49 Conseil d'administration
54 Direction du groupe
57 Indemnités
59 Organe de révision
59 Politique d'information

COMPTES ANNUELS
61 Groupe
137 La Poste Suisse SA
145 PostFinance SA

Organe de révision

Depuis 1998, l'organe de révision externe de La Poste Suisse – mandaté par le Conseil fédéral – est KPMG SA, qui exerce également la fonction de réviseur des comptes consolidés. Orlando Lanfranchi est réviseur en chef pour la quatrième année consécutive. Les honoraires convenus pour la révision des comptes 2013 et ceux payés pour les prestations fournies durant l'exercice sous revue se sont élevés à 3,9 millions de francs au total.

Politique d'information

Le propriétaire reçoit chaque année le rapport sur les objectifs stratégiques et les rapports sur le personnel (voir page 48). De plus, la PostCom reçoit un rapport sur la fourniture des services postaux qui relèvent du service universel, tandis que l'OFCOM en reçoit un sur la fourniture des services de paiement relevant du service universel. La Poste soumet en outre son rapport de gestion au propriétaire pour approbation. Enfin, les affaires les plus importantes sont régulièrement discutées lors de rencontres (rapport sur la Poste) réunissant des représentants de la Confédération et les hauts dirigeants de la Poste.